

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA CONVENANT LEROUX**

2 CRECH MIN  
22710 Penvénan

Références : [VD/GM/2025/11/04/01](#)  
Code AIOT : 0005520854

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement SCEA CONVENANT LEROUX implanté CONVENANT LEROUX 22450 Langoat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA CONVENANT LEROUX
- CONVENANT LEROUX 22450 Langoat
- Code AIOT : 0005520854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral modificatif en date du 24 janvier 2025, pour une capacité maximale de 45 000 emplacements de poules pondeuses avec 2 conduites envisageables

(bio ou conventionnel), avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de culture.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Transfert d'effluents / Compostage

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
12	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 24/01/2025, article 6.1	Demande d'action corrective	6 mois
13	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 24/01/2025, article 6.1.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 24/01/2025, article 1	Sans objet
2	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
4	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
6	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
8	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
9	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
10	Dispositions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	relatives aux forages (implantation, protection, tête)	article 19	
11	Parcours des volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrôle des installations électriques à réaliser et mise en œuvre insuffisante du séchage des fientes.

Exploitation très bien tenue.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SCEA CONVENANT LE ROUX, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « 2, Crech Min » sur la commune de Penvenan, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit « Conventant Le Roux » sur la commune de Langoat, un élevage de volailles dont la capacité maximale est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit de 19 780 emplacements de poules pondeuses bio, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 7 220 uN/an et la quantité de phosphore à 6 903 uP2O5/an,</li> <li>• soit de 45 000 emplacements de poules pondeuses en production « conventionnelle », réparties en 15 000 poules pondeuses plein-air dans le poulailler P1 et 30 000 poules pondeuses en claustration dans le poulailler P2, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 18 555 uN/an et la quantité de phosphore à 16 635 uP2O5/an.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b> Mises en place de 19 700 poules pondeuses plein-air bio, pour une production de 7190 unités d'azote. (en raison du contexte sanitaire, le lot précédent était en conventionnel, plein-air et volière sol)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 :** Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>
<b>Conforme :</b> exploitation très bien tenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Tenue du registre des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
<b>Constats :</b>
<b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Propreté des locaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b>
Dératisation <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont

<p>conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p>

<p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b> extincteurs vérifiés et mise en place d'une poche de 120 m3 dans le cadre de la défense externe contre l'incendie.</p> <p>Il convient toutefois de faire réceptionner la réserve incendie par les services du SDIS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Installations électriques et techniques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques sont contrôlées régulièrement, toutefois le dernier contrôle des installations électriques date du 25 juin 2024 : <b>Non Conforme.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 :** Calcul du 170 kg/SAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p>
<b>Constats :</b>  <p><b>Conforme :</b> 138 uN/ha sur le parcours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 :** Déclaration annuelle des flux d'azote

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.</p>
<b>Constats :</b>  <p><b>Conforme.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Au regard de la déclaration des flux réalisée pour l'année 2024, la vigilance de l'exploitant est sollicitée quant au mode d'élevage pris en considération dans le cadre d'une production en conventionnel.</p> <p>Les poules élevées en claustration dans le poulailler P2, le sont en volières. Si effectivement le code oeuf associé et le code II, soit sol, les fientes produites tombent sur des tapis, sont pré-sé-</p>

chées et évacuées régulièrement, or le mode d'élevage sol, correspond à un mode d'élevage sur gisoir et caillebottis, avec un enlèvement des fientes en fin de lot.

Sans références techniques actualisées, il convient de considérer la référence cage avec pré-séchage, soit une référence azote de 436 grammes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

**Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle

**Prescription contrôlée :**

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

**Constats :**

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 :** Parcours des volailles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21

**Thème(s) :** Élevage, Pollution diffuse

**Prescription contrôlée :**

Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.

Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.

La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.

**Constats :**

<b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2025, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, prescriptions spéciales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement par séchage des fientes et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> l'installation dispose des moyens nécessaires au fonctionnement de la fabrique d'engrais (gainés de pré-séchage et hangar de stockage et maturation). <b>Non Conforme :</b> outre la potentielle représentativité de l'analyse des fientes présentée, celle-ci met en évidence que le produit n'est pas suffisamment séché. Avec un taux de matière sèche de 52.7%, le fonctionnement de l'installation n'atteint pas le résultat attendu et met potentiellement en évidence l'insuffisance du pré-séchage des fientes en bâtiment et/ou du temps de maturation au stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 13 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2025, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, prescriptions spéciales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui doit répondre à la norme NFU 42 001.
<b>Constats :</b>  <b>Non conforme :</b> Comme vu au point précédent, avec un taux de matière sèche inférieur à 75%, les fientes produites ne répondent pas à la norme et sont à considérer comme un effluent brut, qui ne peut être commercialisé en direct et épandu sans plan d'épandage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois